# L'ABEILLE.

PAR BULLIT, BULIEN & MAGNE.
No. 62, rue Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS:
MARDI MATIN, 28 FEVRIER, 1839.

POUR PRESIDENT DES ETATS-UNIS,
## HENRY CLAY,
DU KENTUCKY,
nommé à la dévotion d'une Convention Nationale

Nous rappelons aux actionnaires de la Banque de des Améliorations, qu'il est aujourd'hui que doit avoir lieu l'élection de la direction. Le ticket suivant sera for-tionné soutenu.

JOS. BARTHET.
F. FISCHIER,
J.F. CANONGE,
A. PITOT,
J. M. DUCROS,
J. M. LAPEYRE,
V. ROUMAGE.

*Nous sommes fidèles par le Gouvernement, sous le commandement du Sénat.*

J. C. Walker, shérif de la paroisse d'Est Feliciana.
J. D. Harding, " " Carroll.
J. B. Rills, " " Iberville,
Hagnes D. Tate, " " St-Tammany.
Levi H. Hankens, " " Washington
Vincent Hébert, " " Ouest-Baton-Rouge
Etienne Mouton, " " Lafayette.

### NOUVELLES DU MEXIQUE

Nous allons mettre sous presse longue nous avons reçu un numéro du *Cosmopolita* de Mexico, en date du 2 Février, que nous donne à l'obligeance de l'un des officiers du sloop de guerre *Lexington*, arrivé le 26 courant à la passe Sud-Ouest, d'où il est reparti pour Pensacola. Ce navire a quitté la Vera-Cruz, le 14 de ce mois. L'heure très avancée qu'il est, nous force à ne donner que les nouvelles qui nous ont paru devoir intéresser le plus vivement nos lecteurs.

Le *Cosmopolita* donne le rapport de la junte tenue à Durango, dans le but d'aviser aux moyens de repousser l'invasion française. Des résolutions y ont été adoptées, pour accorder aux gouverneurs des divers départements les pouvoirs de prendre telles mesures qu'ils jugeront nécessaires dans l'intérêt et le bien général, de lever et d'organiser des troupes pour veiller à la défense du pays, et enfin pour mettre à la disposition de chaque gouverneur les fonds de son département pour subvenir aux dépenses que l'on aura requérir.

Le général Urrea a écrit de Tampico une lettre adressée à Son Excellence Anastasio Bustamente, dans laquelle le général fédéraliste reproche en termes énergiques au président du Mexique, l'état malheureux dans lequel l'entreprise téméraire de ce dernier, et se condoint dans ces circonstances passées ont jeté le pays, alors qu'il pouvait l'éviter sans compromettre la dignité nationale. — Le général Urrea reconnaître l'administration de Bustamente comme un véritable fléau pour le Mexique, et n'a exprimé franchement dans sa lettre.

Le général Santa Anna est parti de la Vera-Cruz pour Mexico le 12 courant, pour remplir par intérim les fonctions de président de la république. Le Cosmopolita cite quelques passages du discours d'installation de ce général, qui sont tous empreints de la fermeté et de la fermeté qui distinguent celui dont ils émanent.

Le lieutenant-colonel Bustada était à Tampico le 24 janvier et devait partir le jour suivant pour se joindre à une division qui allait commencer ses opérations.

Deux cents soldats du gouvernement à Rio Grande se sont prononcés pour le parti fédéraliste, dès qu'ils ont appris que la constitution fédérale serait être proclamée à Monterey.

Le général Arista avait été mis en liberté par l'amiral Baudin et était attendu de jour à jour à la capitale.

### DES BANQUES LIBRES.

Pour le monde paraît être en faveur des Banques Libres. Il ne faut point en être surpris d'où une idée neuve, c'est une nouvelle expérience à faire. Or ici, comme ailleurs on aime la nouveau, et ne plus qu'ailleurs on est *expérimentalif*.

C'est en effet une expérience à faire que celle du *Free Banking*, car on ne saurait encore juger de ses effets par le peu de temps que ce système a été en activité à New-York. Il sera seulement il faudrait avoir une épreuve plus longue et plus complète; mais encore il serait indispensable de calculer l'influence considérable qu'ont eue, sur le système des Banques libres, les circonstances particulières où se trouvait la communauté au moment où ce système a été mis en opération. Ainsi on ne peut envisager la question, que sous son point de vue théorique, jusqu'à ce que la pratique vienne l'éclairer d'un nouveau jour plus éclatant et moins décevant.

Nous commençons pas-dire que nous ne sommes ni les partisans enthousiastes de notre nouveau système, ni ses adversaires. Nous croyons qu'il a du bon, mais non point autant qu'on paraît le croire généralement et ce n'est pas dépasser nos idées de beaucoup que nous pensons la plume. Déjà nous en avions touché quelques mots et nous nous attendions à voir s'établir une polémique sérieuse sur le mérite de ce nouveau système, mais en cela nous avons été déçus : on a exalté le mérite du nouveau système, on a même attaqué avec une plus de force que de justesse, mais voilà tout.

Il est positif qu'un individu gérant sa banque propre, le fera avec plus d'activité d'économie, qu'un directeur gérant pour compte des actionnaires : parce qu'on soigne toujours mieux sa chose que celle d'autrui.

Il est également positif que l'on préserait même libéralement son bien que celui d'autrui et que le favoritisme doit être moins développé dans le nouveau système que dans l'ancien.

Enfin, il paraît, mieux positif ou moins probable, que ces garanties des porteurs seront supérieures. Bien qu'on puisse faire voir la possibilité de plus d'abus dans l'émission d'après le nouveau système que d'après l'ancien.

Ainsi les grands avantages du nouveau mode se résument à ces trois points: 1o. meilleure administration de la Banque, 2o. limites de fluctuations, 3o. plus de sécurités probables pour les porteurs de papier.

De ces trois points il en est un seul incontestablement à l'avantage du public c'est le second, car y avant moins de favoritisme, les faveurs des prêteurs seront mieux divisées, ayant à la meilleure administration de la Banque, à qui prêtera-t-elle: non point au public qui n'y aura nul intérêt, mais uniquement au banquier, et certes on ne peut donner l'intérêt d'un intérêt pour l'intérêt public.

Maintenant sur quelles bases reposera le nouveau projet de loi ? limitera-t-on comme à New York le pouvoir de faire la Banque, en ne cesse qu'en exige le dépôt préalable d'une certaine valeur déterminée, et en ce cas qu'elle sera la limite ? Si vous posez la limite à un bon haut ($100,000, par exemple comme à New-York,) vous créez un privilège d'autant plus onéreux qu'il est essentiellement aristocratique. En effet tout individu qui aurait $100,000—posséderait des revenus considérables, égaux ou à peu près, pendant qu'un petit capitaliste n'ayant que $10,000 ou 15, ou même $20,000, ne le pourrait faire. Et qu'on n'aille pas dire qu'on en pourra s'associer; en grand nombre ou former des sociétés par actions; car une société ainsi formée, travaillant évidemment avec moins d'économie, ne pourrait supporter la concurrence. Ainsi un pareil arrangement serait un odieux privilège donné en richesse par le pauvre. Si vous posez la limite très bas, $1000 par exemple, vous encouragez l'état d'une innombrable quantité de petites de Banques et donnez par là aux contrefacteurs en sous-banniers une immense facilité dont ils profiteront sans nul doute ; depuis ne pourra manquer de jeter la perturbation dans le crédit. Si vous prenez un terme moyen, vous tomberez dans les deux inconvénients à la fois.

Quelle sera maintenant, leur proportion, de numéraire ? Celle de New-York n'est qu'un 1/8. C'est trop peu en temps de crise parce qu'il est impossible de payer 88 avec 81, et que lorsque règne la méfiance il faudrait avoir autant d'espèces que de circulation.

Sous ce rapport de la proportion du numéraire indispensable, nous différons d'opinion avec beaucoup d'hommes dont nous apprécions la capacité financière. Il serait qu'une banque doit toujours avoir dans les caisses un espèces un tiers de sa circulation, et d'après cette conclusion, on fait des calculs de probabilité sur les remboursements en numéraires. Mais l'expérience a prouvé que ces calculs n'étaient qu'imparfaits. En effet rien de si variable et de si impossible à calculer que la confiance, rien par conséquent de si difficile à fixer ou à réglementer par des calculs quelconques. Aussi voit-on que cette proportion d'un tiers est beaucoup trop forte en temps de prospérité où la confiance règne, et trop faible en temps de crise où la méfiance dicte ses lois. En temps de prospérité ainsi on n'est à embarrasse de mêmes et préfère le papier qui est plus maniable et tout aussi bon; en temps de détresse beaucoup ne méfient du papier et veulent des espèces qui leur inspirent plus de confiance. Et remarquez bien qu'il est difficile de se procurer des espèces alors qu'on en a le plus grand besoin. Nous croyons, nous, qu'il est sérieux d'astreindre les Banques à avoir une proportion quelconque de numéraire, mais que cette obligation difficile à fixer, ne saurait être donnée à rien dans la pratique. Ce plus essentiel, c'est de prendre des mesures pour que l'administration des affaires de la Banque soit bonne et sûre. Ce point obtenu, le reste importe peu. Le créateur et le donneur des billets importe, car on importe après tout, la monnaie n'est-elle qu'un signe de circulation, pourvu que ce signe soit bon, c'est à dire ait pour base comme bon. Nous préférons recevoir un billet de 50 ou de 100 francs comme égale à un espèces.

Nous [illegible] plus avant, [illegible] effet la manie [illegible] ce que nous possédons ! Nous [illegible] notre éducation financière marche toujours [illegible] en est dans la comparaison de la dépréciation du papier à deux époques de crise et de suspension. En 1814 le papier de banque perdait jusqu'à 50 pour cent. En 1837 il n'a perdu que 25 pendant les mêmes les plus critiques. Et même, il ne faut pas perdre de vue que pendant la dernière crise, le gouvernement a constitué de tout son pouvoir à déprécier le papier en le faisant refuser pour les droits de douanes, ports de lettres, achats de fonds publiques, &c. et que l'administration est parvenue *pour le peuple*, et tel une parcourt les billets des banques solvables, la dépréciation du papier n'aurait jamais dépassé 6 à 8 0/0.

Ainsi nos idées à cet égard sont fort larges et on ne peut plus favorables au développement du crédit; mais puisqu'il se trouve encore beaucoup d'esprits timorés, et qu'après tout la confiance ne se commande pas ou volontaire, nous choisirons à voir entreprendre les nouvelles banques à grand, une moitié de leur capital en numéraire. Ainsi on aura bien des chances de plus pour que [illegible] soient toujours [illegible] en espèces. Quelle sera la limite à fixer pour [illegible] Nous [illegible] [illegible] [illegible]